Négociations en Afrique du Sud

Partage international n° 26 – Octobre 1990

« En Afrique du Sud, la confrontation cédera finalement la place au consensus. » (juin 1988) *« En Afrique du Sud également, l'énergie d'équilibre qui se répand actuellement dans le monde est bloquée, les différents groupes ne parvenant pas à abandonner leur pouvoir. Une fois encore, des tueries et des pillages se produiront. L'énergie négative, résultat de ce comportement humain, trouvera finalement une voie d'expression dans la nature, et le pays connaîtra des tremblements de terre. »* (juillet/août 1990)

Le conseil municipal blanc de Johannesburg, en Afrique du Sud, s'est prononcé en faveur de l'ouverture des quartiers environnant la plus grande ville d'Afrique du Sud aux personnes de toutes races. Un décret vieux de trente ans, l'Acte de zones réservées, restreint l'accès des zones résidentielles à une seule race. L'évolution positive de la situation en Afrique du Sud a atteint un nouveau sommet lorsque l'ANC, le Congrès National Africain, a décidé de suspendre la lutte armée. En échange, le gouvernement sud-africain s'est engagé à libérer les prisonniers politiques et à accorder l'amnistie aux exilés.

L'organisation de résistance la plus radicale d'Afrique du Sud, le Congrès Panafricain (le PAC), ne rejette plus catégoriquement le dialogue avec le gouvernement. Conjointement avec l'ANC, le PAC a reçu une invitation à participer à des pourparlers visant à l'établissement d'une nouvelle constitution. Selon les dirigeants de cette organisation, les adhérents du PAC devront prendre la décision de répondre ou non à cette invitation.

Les discussions de paix ont toutefois été menacées par les combats intérieurs opposant les membres de l'ANC à ceux de l'organisation zouloue Inkatha, au cours desquels des centaines de personnes ont été tuées. Les conflits opposant ces deux groupes noirs sont essentiellement fondés sur la traditionnelle inimitié tribale et, plus récemment, sur les différences politiques. Le mouvement Inkatha s'est toujours opposé à l'apartheid mais n'a jamais choisi la voie de la résistance armée. En raison de ce choix, l'ANC considère les membres de l'Inkatha comme des collaborateurs, et a tendance à se définir comme le seul représentant légitime du peuple noir pouvant mener des pourparlers avec le gouvernement de Prétoria. L'Inkatha, représentant sept millions de zoulous, exige quant à elle de prendre part aux négociations visant à créer une nouvelle Afrique du Sud.

La fin de cette grave situation semble dépendre de l'acceptation par le vice-président de l'ANC, Nelson Mandela, de tenir des pourparlers sur un pied d'égalité avec le chef de l'Inkatha, M. Buthelezi.

Afrique du Sud
Thématiques : politique
Rubrique : Faits et prévisions